

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté complémentaire DRE n° 2012-141 du 10 août 2012 imposant des prescriptions techniques de remise en état des parcelles polluées sur et dans le voisinage du site situé 57, avenue du Maréchal Joffre à Nanterre, anciennement exploité par la Société CEAC (Compagnie Européenne d'Accumulateurs) du groupe EXIDE TECHNOLOGIES.**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L511-1, R. 512-31, R.512-39-3, et R.515-27,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2000 réglementant l'exploitation des installations classées de la société CEAC sises au 18 avenue du Maréchal Joffre à Nanterre,
- Vu** l'arrêté DATEDE n° 2008-34 du 26 mars 2008 prescrivant à la société CEAC Compagnie Européenne d'Accumulateurs des mesures de remise en état des terrains hors du site au 18 avenue du Maréchal Joffre à Nanterre, recommandant la réalisation d'une étude destinée à vérifier si l'exploitation passée de ses installations porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511 du Code de l'environnement, notamment sur les terrains voisins du site,
- Vu** le courrier du 14 décembre 2009, reçu le 24 décembre 2009, complété les 8 novembre 2010 et 11 juillet 2011, par lequel la société EXIDE TECHNOLOGIES a transmis une étude d'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) et un plan de gestion de son ancien site, situé 18, avenue du Maréchal Joffre à Nanterre,
- Vu** le rapport en date du 2 mai 2012 du Chef de l'Unité territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile de France-Inspection des Installations Classées, confirmant que l'étude d'Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) réalisée sur les parcelles extérieures à l'ancienne usine est cohérente avec les diagnostics des sols et de la nappe menés depuis la cessation d'activité du site, répond aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2008 prescrivant à l'ancien exploitant la réalisation d'une étude de l'Interprétation de l'Etat des Milieux et un plan de gestion, et à la démarche prévue par la circulaire du 8 février 2007 (et à ses annexes) relative aux sites et sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués,
- Vu** la lettre en date du 29 juin 2012, informant la société EXIDE TECHNOLOGIES des propositions formulées par Monsieur le Chef de l'Unité territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile de France-Inspection des Installations Classées et de la faculté qui lui est réservée d'être entendue par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,
- Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 10 juillet 2012,

**Vu** la lettre en date du 12 juillet 2012, communiquant à la société intéressée les conclusions du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, et rappelant à la dite société, le délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre précitée, pour formuler, le cas échéant, des observations par écrit sur ce projet,

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'ancien exploitant,

**Considérant** que l'étude d'Interprétation de l'Etat des Milieux précitée du 14 décembre 2009 complétée a montré que les valeurs de risques individuels et d'excès de risques individuels étaient inférieures aux valeurs de référence ( $1 \text{ et } 10^{-3}$ ) qu'à partir d'une concentration en plomb dans les sols inférieure à 800mg/kg, ce qui se traduit pour le site à des concentrations inférieures à 795 mg/kg,

**Considérant** que pour atteindre cet objectif de dépollution sur l'ensemble de la zone étudiée, il est nécessaire d'excaver les terres polluées par des concentrations supérieures dans les parties non recouvertes par un revêtement étanche et donc d'excaver des terres au niveau des parcelles CL147 et 148 (ancienne parcelle CL58), CL102, CK42, CK57, CK69, CK103, CK115, CK43, CK56, CK66, CK104, CK106, CK107, CL111, CL114, CL118,

**Considérant** que les terrains occupés peuvent accueillir des potagers ou des arbres fruitiers et qu'afin de s'assurer que les racines ne puissent atteindre des niveaux de sols pollués au plomb, il convient donc d'excaver les terres sur une profondeur d'au moins 40 cm,

**Considérant** que les terres ainsi excavées et polluées au plomb ne peuvent être évacuées vers une filière adaptée qu'en fonction de leurs caractéristiques,

**Considérant** que les terres ainsi excavées et polluées pourraient, si elles étaient entreposées sur les aires de chantier sans protection, polluer les sols sous-jacents, et qu'il convient donc de les stocker sur une aire étanche et de les recouvrir pour éviter toute lixiviation,

**Considérant** que la réutilisation des terres excavées sur des chantiers voisins ne peut se faire qu'en s'assurant de la compatibilité entre l'usage futur après chantier et la qualité des terres apportées, et en tout état de cause qu'en l'absence de pollution potentielle de la nappe, soit en deçà de 1,2 mètre de son toit le plus élevé (préconisation issue du guide ministériel de réutilisation des terres),

**Considérant** que les travaux d'excavation chez les riverains et le trafic des camions associés pourraient conduire à des nuisances notamment en terme d'envol de poussière et de bruit, nuisances qu'il est nécessaire de limiter,

**Considérant** qu'en cas de changement d'usage ultérieur du site, il est indispensable de s'assurer de la bonne information des pollutions des terres restant sur site au cours du temps, et donc d'installer un dispositif avertisseur entre les terres polluées et les terres saines,

**Considérant** que l'évaluation des risques sanitaires conclut à des risques acceptables mais en prenant en compte des barrières de protection, et donc qu'il convient de s'assurer de la pérennité de ces barrières quels que soient les réaménagements de la zone par l'instauration de servitude d'utilité publique,

**Considérant** que les teneurs en plomb mesurées dans la nappe souterraine au droit du site ont été inférieures au seuil de détection depuis le début de la campagne, et donc qu'il n'y a plus lieu de poursuivre la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site, et qu'il convient de reboucher les piézomètres dans les règles de l'art,

**Sur** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1 : ANCIEN EXPLOITANT**

La société EXIDE Technologies SAS, dont le siège est situé 5 allée des Pierres Mayettes à Gennevilliers, dénommé « ancien exploitant » dans le présent arrêté, est tenue de respecter les prescriptions techniques suivantes de remise en état des parcelles polluées sur et dans le voisinage du site situé au 18 avenue du Maréchal Joffre à Nanterre (92000) où elle exploitait des installations classées soumises à autorisation.

### **ARTICLE 2 : TRAVAUX DE REHABILITATION DE PARCELLES VOISINES DU SITE**

Sous réserve de l'accord des propriétaires des terrains concernés, l'ancien exploitant est tenu de réhabiliter les parcelles au voisinage de son ancien site de Nanterre sur lesquelles des concentrations en plomb supérieures à 765 mg/kg ont été mesurées dans les sols telles que mentionnées dans l'étude d'interprétation de l'état des milieux référencé PARRAP0900837B du 14/12/2009. Le début des travaux devra avoir lieu dans un délai de 5 mois à compter de la date du présent arrêté.

Il est tenu ainsi a minima de procéder à l'excavation des 40 premiers centimètres de sols non recouverts par un revêtement minéral de type béton ou bitume ou par un revêtement empêchant tout contact avec des terres polluées sur les parcelles suivantes :

	Parcelles à dépolluer																
	CL147 et 148 (ancienne parcelle CL58)	CL 102	CK42	CK57	CK68	CK69	CK 103	CK1 115	CK 43	CK 56	CK 66	CK 104	CK 106	CK 107	CL 111	CL 114	CL 118
<b>Surface approxima tive non recouverte à traiter en m<sup>2</sup></b>	3139	569	329	31	146	95	19	119	100	75	372	54	110	33	166	126	30

Les excavations devront être remblayées par l'apport de terres extérieures saines en quantité équivalente au volume excavé.

L'ancien exploitant procédera pour chaque lot de terres apportées à une analyse attestant du respect de ces critères. Il transmettra à l'issue des travaux les rapports d'analyse de chaque lot à l'Inspection des installations classées.

La limite entre les terres présentes sur le site et les terres saines apportées devra être signalée par un grillage avertisseur résistant aux conditions du milieu.

### **ARTICLE 3 : STOCKAGE SUR SITE DES TERRES EXCAVEES**

Tout stockage des terres excavées sur site en attendant leur évacuation ne pourra être effectué que sur une aire recouverte d'une protection étanche interdisant toute lixiviation du plomb dans les sols (membrane, dalle...).

Chaque tas de terres contaminées stockées devra être recouvert d'une bâche limitant tout envol de poussières. En dehors des périodes de manipulation des terres pour chargement ou déchargement des terres sur l'aire de stockage, le stockage est maintenu couvert par cette protection.

#### **ARTICLE 4 : FILIERES D'EVACUATION DES TERRES POLLUEES EXCAVEES**

Les terres excavées ne pourront être évacuées vers une filière de traitement ou de stockage que si elles respectent les critères d'acceptabilité de cette filière. A cette fin, chaque lot de terres excavées devra faire l'objet d'un prélèvement et d'analyses portant sur les paramètres d'acceptabilité de la filière retenue tels que mentionnés dans les arrêtés d'autorisation, agréments, d'enregistrement, déclarations ou textes réglementant la filière.

Dans le cas particulier d'une réutilisation des terres en remblais de chantiers, les analyses des lots devront démontrer que les teneurs en plomb sont inférieures à celles qui ont permis à l'évaluation des risques sanitaires du site sur lequel sont apportées les terres contaminées de conclure à un niveau de risques individuels (RI) et d'excès de risques individuels (ERI) inférieurs aux valeurs de références (respectivement 1 et 105). Dans le cas où cette évaluation des risques sanitaires n'est pas disponible, l'ancien exploitant est tenu d'en réaliser une portant sur le transfert d'une contamination des terres au plomb vers les cibles à déterminer en fonction du site.

Les terres polluées ne pourront en aucun cas être apportées en remblais en dessous de la limite d'1,2 m au dessus du niveau le plus élevé de la nappe ou dans une zone inondable.

L'ancien exploitant est tenu de transmettre à l'issue des travaux, les résultats d'analyses susvisées et les actes administratifs, références réglementaires ou l'évaluation des risques sanitaires fixant les critères d'acceptabilité.

#### **ARTICLE 5 – NUISANCES LORS DES TRAVAUX D'EXCAVATION**

L'ancien exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour limiter les nuisances au voisinage pendant les travaux de dépollution.

##### **5- 1 – ENVOL DE POUSSIÈRES**

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, buées, suies, poussières et gaz odorants, toxiques ou corrosifs qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé ou à la sécurité publiques ainsi qu'à l'environnement. L'ancien exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pendant le chantier afin de limiter les envols de poussières. A cette fin, l'ancien exploitant est tenu d'élaborer une procédure d'exécution de travaux prévoyant des mesures à prendre en cas d'envols de poussières gênants (arrosage, précaution lors de la manipulation des terres excavées...).

Cette procédure doit être élaborée avant tout commencement des travaux et communiquée aux prestataires en charge des travaux. L'ancien exploitant s'assure régulièrement et pendant toute la phase de chantier aux respects de cette procédure par des vérifications périodiques. Il conserve le résultat de ces contrôles sur un registre tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

Après chargement, les bennes de camions devront être couvertes pour limiter l'envol des poussières et les retombées de terres pendant leur circulation.

Des dispositifs de prélèvement seront installés à proximité des zones de chantiers pour permettre des mesures de retombées de poussières. La teneur en plomb dans l'air ambiant ainsi prélevée sera analysée une fois par semaine.

En aucun cas elle ne pourra être supérieure à 50 microgrammes par m<sup>3</sup>. Les résultats des mesures sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'Inspection des installations classées.

## **5-2– NUISANCES SONORES**

Les travaux ne pourront être réalisés que du lundi au vendredi et de 7h00 à 19h30. Les camions ne pourront stationner sur le chantier que moteur à l'arrêt.

## **5-3 – TRAFIC ROUTIER**

Avant tout commencement des travaux, l'ancien exploitant est tenu de définir un plan de circulation en concertation avec la mairie de Nanterre. Ce plan est diffusé à l'ensemble des prestataires du chantier avant tout démarrage des travaux. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. L'ancien exploitant veille au respect de ce plan.

## **ARTICLE 6 – SURVEILLANCE DE LA QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES**

Les conditions 3-10 et 3-11 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2008-35 du 26 mars 2008 relatives à la surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site sont supprimées.

Toutefois, les piézomètres de surveillance devront au préalable être rebouchés dans les règles de l'art, et les justificatifs de cette opération seront transmis à l'Inspection des Installations classées.

## **ARTICLE 7 – RAPPORT DE FIN DE TRAVAUX**

A la fin des travaux de dépollution des parcelles visés à l'article 2 du présent arrêté, l'ancien exploitant est tenu de transmettre dans un délai de 4 mois suivant la fin des travaux un rapport comportant pour chaque parcelle visée à l'article 2 :

- une présentation des travaux réalisés et de leur déroulement pendant le chantier ;
- L'aire et le volume de terres excavées ;
- Le volume de terres saines apportées en remblaiement et leur origine ;
- Les justificatifs de la mise en place du grillage avertisseur et ses caractéristiques ;
- Les caractéristiques de chaque lot de terres excavées dont les résultats d'analyse visés à l'article 4 et la filière d'évacuation retenue ;
- Les critères d'acceptabilité de la filière d'évacuation retenue avec la copie de tout acte définissant ces critères ;
- Les bordereaux de suivi des déchets dangereux le cas échéant ;
- Toute autre justificatif attestant du respect des dispositions du présent arrêté.

## **ARTICLE 8 – SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**

La condition 5 de l'arrêté préfectoral DATEDE n°2008-35 du 26 mars 2008 relative aux contraintes d'urbanisme et restrictions d'usage est supprimée.

Dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté, l'ancien exploitant est tenu de transmettre un dossier de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique sur l'ensemble des parcelles suivantes :

Sur site de l'ancienne usine :

CL 103/ 116/ 119/ 144/ 149/ 150/ 151/ 152/ 147/ 148

Hors site de l'ancienne usine :

CK 41 / 42 / 43 / 46 / 49 / 53 / 54 / 55 / 56 / 57 / 65 / 66 / 67 / 68 / 69 / 70 / 81 / 87 / 102 / 103 / 104 / 106 / 107 / 114 / 115 / 118 / 119 et parcelles CL 45 / 147 / 148 / 71 / 100 / 102 / 105 / 111 / 113 / 114 / 118 de la ZAC Sainte Geneviève.

Le contenu de ce dossier devra être conforme aux dispositions de l'article R.515-27 du code de l'environnement. Il demandera a minima l'instauration des restrictions d'usage suivante :

- Interdiction d'implanter des arbres fruitiers à racines longues de plus de 40 cm selon l'état des parcelles,
- Maintien du grillage avertisseur entre terres saines d'apport et terres du site,
- Précaution à prendre en cas de travaux nécessitant d'atteindre une profondeur supérieure à 40 cm et notamment sur la gestion des terres excavées,
- Maintien des couvertures minérales existantes,
- Modalités de changement d'usage et notamment en cas d'usage sensible envisagé.

Ces restrictions d'usage seront judicieusement complétées par les hypothèses retenues lors de l'interprétation de l'état des milieux réalisée hors site et conduisant à une réduction du calcul des risques qu'il convient de rendre pérennes.

La notice de présentation visée à l'article R.515-27 du code de l'environnement comprendra notamment une synthèse des diagnostics des sols réalisés sur la zone.

## **ARTICLE 9- DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

### **Recours contentieux :**

En application de l'article L.514-6 et R.514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Recours non contentieux :**

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.

- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Energie, de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, Grande Arche – Tour Pascal A et B – 92055 – La DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

#### **ARTICLE 10**

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Nanterre et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de Nanterre, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.


Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

#### **ARTICLE 11**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Nanterre, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur l'Inspecteur Général, Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 10 AOÛT 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général  
  
Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité

